

## Les transformations du marché du travail dans les pays industrialisés suffisent-elles à expliquer les nouvelles formes d'action collective ?

### Document 1 - Situation de l'emploi en France

| Années  | 1990   | 1995   | 1998   |
|---|--------|--------|--------|
| <b>Statut des emplois (en milliers)</b>                   |        |        |        |
| <b>Non salariés</b>                                       | 3 460  | 3 005  | 2 802  |
| <b>Salariés dont:</b>                                     | 18 862 | 19 339 | 19 904 |
| • Intérimaires  | 232    | 287    | 413    |
| • CDD (1)   | 593    | 752    | 906    |
| • Apprentis   | 223    | 194    | 257    |
| • Contrats aidés  | 276    | 442    | 405    |
| <b>Proportion d'actifs occupés à temps partiel (en %)</b> |        |        |        |
| Ensemble  | 11,9   | 15,5   | 17,1   |
| Hommes  | 3,3    | 5,0    | 5,6    |
| Femmes  | 23,6   | 28,9   | 31,6   |
| <b>Taux de chômage (en %)</b>                             |        |        |        |
| Ensemble  | 8,9    | 11,6   | 11,8   |
| Hommes  | 6,7    | 9,8    | 10,2   |
| Femmes  | 11,7   | 13,8   | 13,8   |

INSEE, enquête Emploi, in *Données sociales 1999*, p. 149.

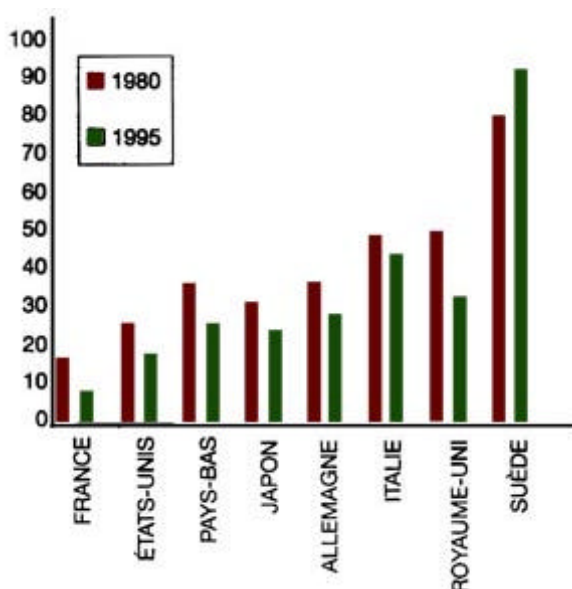
1. Contrats à durée déterminée (hors État et collectivités locales). Champ: population des ménages (hors collectivités).

### Document 3

BIT, OCDE, *Emploiment gazette*, décembre 1994 ; Tableau extrait de Michel HUSSON, « Formation des salaires et conjoncture » ; chronique internationale de l'IRES, n° 36.

| Nombre de journées de grève pour 1 000 salariés |             |             |             |
|---|-------------|-------------|-------------|
|   | <b>1984</b> | <b>1990</b> | <b>1993</b> |
| <b>Allemagne</b>                                | 250         | 10          | 20          |
| <b>Royaume-Uni</b>                              | 1280        | 80          | 30          |
| <b>France</b>                                   | 80          | 40          | 32          |
| <b>États-Unis</b>                               | 90          | 50          | 40          |

### Document 5 - Taux de syndicalisation (BIT, 1997)



**Document 2** - Aujourd'hui, le conflit renoue avec la société. Dépassant le seul champ du travail (et de la production économique), il renvoie à l'existence d'une multitude d'espaces conflictuels où émergent des pratiques sociales fort diverses (les femmes, les banlieues, les minorités socio-culturelles). De nouveaux enjeux se définissent. Ils visent à refondre le contrat social, tout en rompant avec une [certaine] vision sublimée de l'histoire(1) qui avait tant marqué les conflits du travail.

Guy GROUX, *Vers un renouveau du conflit social ?*, Bayard Éditions, « collection Société », 1998.

1. En l'occurrence, ici, la vision marxiste de l'histoire.

**Document 4** - La société industrielle se développe et se transforme par le travail et par l'accumulation de ressources investies dans la production (...) Non seulement le travail fonde les identités nouvelles quand disparaissent les ordres traditionnels, mais il engendre les rapports sociaux qui déchirent les sociétés modernes. Aussi, la société moderne est-elle une société de classes et de conflits de classes. (...) Dans les sociétés modernes, la question sociale se transforme peu à peu en question ouvrière. (...) Aujourd'hui, l'emploi industriel est devenu rare, le mouvement ouvrier s'est affaibli. Cela ne signifie pas que la production industrielle cesse d'occuper une place essentielle ou que le travail ne soit plus une activité cruciale. L'industrie (...) peut produire de plus en plus de richesses tout en mobilisant de moins en moins de capital humain. La structure même de la classe ouvrière se transforme en se dualisant. (...) On parle de moins en moins de classe ouvrière pour parler de « classes populaires », on parle moins « d'exploités » que « d'exclus ». On désigne moins des « rapports sociaux » que « l'inégalité des conditions » et la somme des handicaps et des problèmes qu'elle entraîne. La question sociale s'est transformée. Elle n'est plus centrée sur le travail et la classe ouvrière, mais sur la ville, les banlieues, les minorités, la pauvreté, sur l'efficacité de l'État providence. Cette mutation a profondément transformé le mouvement ouvrier. Le syndicalisme est de moins en moins l'expression du mouvement ouvrier et d'un projet de transformation de la société.

François DUBET et Danio MARTUCELLI, *Dans quelle société vivons-nous ?*, Seuil, 1998.

**Document 6** - Depuis qu'elles ont obtenu le droit de vote en 1944, les Françaises sont devenues des citoyennes à part entière : elles votent maintenant autant que les hommes. En ce qui concerne l'éligibilité, le bilan est beaucoup plus contrasté. Nous sommes toujours l'avant dernier pays d'Europe (avant la Grèce) dans la représentation politique des femmes, avec une représentation de 10 % de femmes à l'Assemblée Nationale (...) Plusieurs facteurs expliquent ce retard. D'une part, des facteurs historiques : la Révolution Française a donné la citoyenneté exclusivement aux hommes, et il a fallu cent cinquante ans pour remonter ce retard. D'autre part, les partis politiques sont restés longtemps des cénacles masculins, qui se reproduisaient à l'identique et manifestaient une certaine mauvaise volonté à y laisser entrer les femmes. Il existe aussi en France une responsabilité du mouvement féministe, qui a privilégié d'autres enjeux (l'avortement, le travail féminin, les tâches domestiques...) et ne s'est pas préoccupé du pouvoir politique.

Mais, depuis les années 1990, et parallèlement à l'entrée de plus en plus massive des femmes dans la vie publique, l'idée de parité en politique a fait son chemin. D'autant que les institutions européennes ont encouragé ce mouvement.

Janine Mossuz-LAVAU, *Femmes/Hommes, pour la parité*, Presses de Sciences po, 1998, repris dans *Sciences Humaines Hors-série n° 26*, septembre/octobre 1999.

1. Cénacles masculins : endroits réservés aux hommes.